

MOTION ADOPTÉE

PAR LA SECTION 19 DU COMITE NATIONAL

Lors de la session de printemps 2008, la section 19 a débattu de la situation actuelle de la recherche française et des réformes en cours.

La stratégie du gouvernement vise au pilotage direct de la recherche par le pouvoir politique. Elle a été mise en place par touches successives: (i) on a d'abord fortement limité la capacité d'orientation de la recherche par le CNRS en transférant la plus grande partie des moyens programmatiques à l'ANR ; (ii) puis on a minimisé le rôle d'évaluation des unités par le Comité National en créant l'AERES ; (iii) on a limité le rôle structurant de la recherche française qu'avait le CNRS (et d'autres organismes) par la mise en place de la LRU ; et (iv) on a enfin annoncé le découpage du CNRS en instituts nationaux limitant ainsi son caractère généraliste et pluridisciplinaire.

Nous avons tenté de démontrer l'incohérence et parfois la contre-productivité de ces réformes, en développant des argumentaires rigoureux exprimés par des textes et des motions. Si ces motions restent nécessaires, elles ont aussi montré qu'elles étaient notoirement insuffisantes dans le contexte actuel pour infléchir la position du ministère, position qui conduit à abandonner les politiques scientifiques globales, interdisciplinaires, au profit de la « fastscience » pilotée par des applications rentables à court terme.

Nous considérons qu'il est aujourd'hui nécessaire de s'opposer frontalement à cette politique. Nous appelons donc à une mobilisation massive pour les manifestations du 19 juin. D'autre part, nous sommes favorables à la mise en place d'un blocage généralisé des nouvelles agences (ANR, AERES, etc). L'objectif est que soient rediscutés l'équilibre entre recherche fondamentale et recherche finalisée et le rôle des chercheurs dans l'élaboration de la stratégie nationale de recherche.